

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41726]

15 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het aanhangsel nr. 17 bij de Beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, artikel 17;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018, gewijzigd bij de besluiten van 12 juni 2014, 24 april 2014, 11 februari 2015, 1 juli 2015, 18 december 2015, 15 maart 2017, 6 september 2017, 15 november 2017, 6 december 2017, 20 december 2017, 23 mei 2018, 27 juni 2018 en 28 november 2018;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van bestuur van "O.N.E." van 24 april 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 mei 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 mei 2019;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het aanhangsel nr. 17 bij de Beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018, dat bij dit besluit gevoegd is, goed.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.**Art. 3.** De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kinderwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Welzijn,

A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41705]

22 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles Enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, article 72;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 mars 2019;

Vu le « test genre » du 5 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole n° 511 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 29 mars 2019;

Vu l'avis n° 65.862/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2019, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonné le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par « décret spécial » : le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Le présent arrêté est applicable aux agents de l'organisme public autonome, ci-après dénommé WBE, visé à l'article 2 du décret spécial.

Art. 2. Sous réserve des dispositions dérogatoires fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux agents de WBE.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés repris à l'alinéa précédent sont applicables de plein droit aux agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures dérogatoires prévues au présent arrêté.

Pour l'application aux agents visés à l'article 1^{er}, alinéas 2, des arrêtés visés à l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de substituer aux mots « agent des Services du Gouvernement » et « agents des Services du Gouvernement » les mots « agent de WBE » et « agents de WBE ».

CHAPITRE II. — *Dispositions dérogatoires à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement*

Art. 3. Pour les agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française doit se lire comme suit :

« Article 1er. La qualité d'agent de WBE est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif. ».

Art. 4. L'article 2 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 2. § 1er. Chaque agent est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe 1 au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus au cadre de WBE et qui correspond à ce grade.

§ 2. Les grades sont répartis en rangs dont le nombre, pour chacun des niveaux, est fixé comme suit :

1. au niveau 1 : six rangs désignés par les numéros 10 à 12, 15, 16 et 17;
2. au niveau 2+ : trois rangs désignés par les numéros 25 à 27;
3. au niveau 2 : trois rangs désignés par les numéros 20 à 22;
4. au niveau 3 : trois rangs désignés par les numéros 30 à 32.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

A l'exception de la carrière plane et de l'accession de niveau visée aux articles 44 à 45, les grades de promotion jusque et y compris au grade de rang 15 sont répartis en grades d'encadrement et grades d'expert.

Sauf disposition contraire, les compétences d'attribution ou délégations conférées aux agents titulaires d'un grade de rang 12 en application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, sont exclusivement exercées par les agents titulaires d'un grade d'encadrement de rang 12.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 exerce les compétences conférées aux agents titulaires d'un grade de rang 12 par l'article 5 du présent statut ainsi qu'en matière disciplinaire, de stage et d'évaluation sans toutefois pouvoir être l'évaluateur visé à l'article 88 alinéa 2.

§ 3. 1° Le niveau 1 est subdivisé en quatre catégories :

- les fonctionnaires généraux;
- le personnel administratif;
- le personnel d'inspection;
- le personnel spécialisé.

2° Le niveau 2+ est subdivisé en deux catégories :

- le personnel administratif;
- le personnel spécialisé;

3° Les niveaux 2 et 3 sont subdivisés en trois catégories :

- le personnel administratif;
- le personnel technique;
- le personnel spécialisé.

§ 4. Le Conseil WBE détermine les conditions d'accès à chacune des catégories énumérées au §3. »

Art. 5. L'article 3, alinéa 1er, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Les fonctionnaires généraux, à l'exception des agents exerçant une fonction de directeur général adjoint expert, visés à l'article 8, §4, sont nommés à titre temporaire conformément aux dispositions du décret spécial et des dispositions de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2019 relatif au régime de mandats pour les fonctionnaires généraux au sein de Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Les agents des autres catégories sont nommés par le Conseil WBE ou par l'instance ou par le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE. ».

Art. 6. L'article 4 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 4. Toute modification ou toute mesure d'exécution à caractère réglementaire du présent statut sera soumise à l'avis du Conseil WBE et fera l'objet d'un rapport au Gouvernement publié au *Moniteur belge* en même temps que l'arrêté sur lequel il portera.

Le Conseil WBE dispose de 60 jours calendrier après réception de la demande pour rendre son avis. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

En cas d'urgence spécialement motivée, le Gouvernement peut porter ce délai à 10 jours ouvrables. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable. ».

Art. 7. L'article 6 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents exerçant un emploi aux rangs 17, 16 et 15. ».

Art. 8. Les articles 7 et 8, § 1^{er} à 3, du même arrêté ne sont pas applicables.

Art. 9. L'article 8, § 4, du même arrêté doit se lire comme suit :

« §4. Les Directeurs généraux-adjoints experts assistent dans ses missions un fonctionnaire général de rang supérieur.»

Art. 10. L'article 11 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 11. Il existe au sein de WBE, un Comité de direction composé de l'Administrateur général et des Directeurs généraux.

Il est présidé par l'Administrateur général. En cas d'absence ou d'empêchement, il est présidé par le Directeur général que l'Administrateur général désigne. A défaut, le Comité de direction est présidé selon les dispositions prises par le Conseil WBE.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un agent par le Comité de direction a lieu au scrutin secret.

Le Comité de direction assiste l'administrateur général dans la coordination de la mise en œuvre du contrat de gestion et dans l'exécution des décisions du Conseil WBE.

Il peut rendre des avis d'initiative et formuler des propositions au Conseil WBE sur toute question relative au présent statut et aux matières traitées par WBE. ».

Art. 11. L'article 12 du même arrêté n'est pas applicable.

Art. 12. L'article 13, alinéa 2, les 1^o et 2^o, du même arrêté doivent se lire comme suit :

« 1^o des mandats exercés au nom du Gouvernement ou du Parlement ou de WBE dans des entreprises privées;

2^o des mandats ou services pour l'accomplissement desquels l'agent a obtenu, sur avis du Comité de direction, l'autorisation du Conseil WBE ou par l'instance ou par le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE ».

Art. 13. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté le mot « conforme » n'est pas applicable et les mots « le Gouvernement, le Ministre ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir » doivent se lire « le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE ».

Les alinéas 2 et 3 du même article doivent se lire comme suit :

« Le refus du cumul d'activités fondé sur une incompatibilité ou une circonstance autre que celles visées aux points 2 et 3 de l'alinéa précédent ainsi que le refus du cumul d'activités relatif à un mandat exercé au nom d'un autre pouvoir public dans des entreprises privées sont décidés par le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir sur avis du Comité de direction.

La décision du Conseil WBE, du Gouvernement ou du Parlement de confier à un agent de WBE un mandat visé à l'article 13, 2e alinéa, 1^o, emporte de plein droit autorisation de cumul pour l'exercice de ce mandat. ».

Art. 14. L'article 17, alinéa 1^{er}, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE, peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les douze mois à venir en vue d'y pourvoir, par recrutement. ».

Art. 15. L'article 19, alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du membre du Comité de direction dont dépend le service auprès duquel le stagiaire effectue son stage. ».

Art. 16. L'article 24, alinéa 1^{er}, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Le fonctionnaire général en charge de la gestion du personnel est chargé de la mise en œuvre des programmes de stages. ».

Art. 17. A l'article 28, les mots « dans les cadres des Services du Gouvernement » doivent se lire « dans le cadre des services de WBE. »

Art. 18. A l'article 29, l'alinéa 2, du même arrêté doit se lire comme suit :

« Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire est dépassé dans les services de WBE par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage.»

Art. 19. A l'article 30 du même arrêté, les mots « entre les mains du Gouvernement ou du ministre ou du fonctionnaire général auquel le Gouvernement a délégué ce pouvoir » doivent se lire « entre les mains du Conseil WBE ou de l'instance ou du fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE. ».

Art. 20. A l'article 36, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « Le Gouvernement, le ministre ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué » doivent se lire comme suit « Le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE ».

Art. 21. A l'article 37 du même arrêté, les mots « le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir » doivent se lire « Le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE »

Art. 22. A l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « le Gouvernement » doivent se lire « le Conseil WBE ou l'instance ou le ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE ».

Au § 2, alinéa 4, du même article, les mots « Conseil de direction » doivent se lire « Comité de Direction » et les mots « le Gouvernement » doivent se lire « le Conseil WBE ou l'instance ou le ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE ».

Art. 23. A l'article 39, alinéa 2 du même arrêté n'est pas applicable.

A l'alinéa 4 du même article, les mots « ou du conseil de direction » ne sont pas applicables.

Art. 24. A l'article 40, alinéa 2, du même arrêté, les mots « le Conseil de direction dans le cas visé à l'article 39, alinéa 2 » ne sont pas applicables.

A l'alinéa 3 du même article, les mots « ou du conseil de direction » ne sont pas applicables.

Art. 25. L'article 40/1 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Les grades d'expert autres que le grade de directeur général adjoint expert sont attribués sur vacance de grade dans les limites d'un nombre de grades à attribuer tel que fixé par le Gouvernement ».

Art. 26. A l'article 40/2 du même arrêté les mots « Le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir » doivent se lire « le Conseil WBE ou l'instance ou le ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE »

Art. 27. A l'article 49, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « article 8, §3, 2^o » doivent se lire « article 8, §3 ».

Art. 28. A l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « au sein du cadre de son ministère » doivent se lire « au sein du cadre de WBE ».

Art. 29. A l'article 69bis, alinéa 1, du même arrêté, les mots « le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public ou le Président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel » doivent se lire « le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE »

A l'alinéa 2 du même article, les mots « par le Gouvernement » doivent se lire « par le Conseil WBE ».

Art. 30. L'article 71 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Il est publié un organigramme des services de WBE reprenant sa structure, avec indication des responsables.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure des services de WBE. ».

Art. 31. L'intitulé du Chapitre III du titre X du même arrêté doit se lire comme suit :

« CHAPITRE III. — *De l'évaluation des Directeurs généraux adjoints experts* »

Art. 32. L'article 96 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 96. Le Conseil WBE exerce le rôle dévolu aux supérieurs hiérarchiques par les articles 87, 88 et 90 à l'égard des directeurs généraux adjoints experts de WBE ».

Art. 33. L'article 97 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 97. La chambre de recours des fonctionnaires généraux visés à l'article 118 est compétente pour l'examen des recours introduits dans le cadre de la procédure d'évaluation des directeurs généraux adjoints experts. La décision d'attribution de l'évaluation est prise par le Conseil WBE.».

Art. 34. A l'article 102 du même arrêté, les mots « le Gouvernement » doivent se lire « le Conseil WBE ou l'instance à laquelle il a délégué ce pouvoir ».

Art. 35. L'article 106 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 106. Il est institué une Chambre de recours de WBE, compétente pour les agents de WBE, à l'exception des fonctionnaires généraux. ».

Art. 36. A l'article 107, §1^{er}, du même arrêté, les mots « des services du Gouvernement » doivent se lire « de WBE »

Le § 4 du même article doit se lire comme suit :

« § 4. Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement, assument les mêmes fonctions au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106.

Dans le même article, le paragraphe 5 doit se lire comme suit :

« Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives représentées au Comité de négociation de Secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement.

Les assesseurs sont choisis parmi les agents de WBE, âgés de 35 ans au moins et comptant une ancienneté de service de cinq ans. A défaut d'agent remplissant cette condition, il peut y être dérogé. Ils ne peuvent faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable ou d'une mention d'évaluation réservée. ».

Art. 37. L'article 119 du même arrêté n'est pas applicable.

Art. 38. L'article 120 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 120. §1^{er}. Les emplois du cadre de WBE sont globalisés, au moins au niveau des Services généraux de WBE.

Les grades d'expert autres que le grade de Directeur général adjoint-expert ne sont pas repris au cadre.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le Gouvernement sur proposition du Conseil WBE.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Art. 39. Pour les agents visés à l'article 1er, alinéa 2, à l'annexe I du même arrêté, le litera « A. Fonctionnaires généraux ou Fonctionnaires générales » est remplacé par le litera suivant :

« A. Fonctionnaires généraux ou Fonctionnaires générales :

17. Administrateur général ou Administratrice générale.

16. Directeur général ou Directrice générale.

15. Directeur général adjoint ou Directrice générale adjointe.

15 Directeur général adjoint expert ou Directrice générale adjointe experte»

Le litera « B. agents des autres catégories » est remplacés par le litera suivant :

12 Directeur ou Directrice

11 Directeur adjoint ou Directrice adjoint (*)

12 Conseiller ou Conseillère

11 Conseiller adjoint ou Conseillère adjointe

11 Attaché principal ou Attachée principale

11 Inspecteur principal ou Inspectrice principale

10 Attaché ou Attachée

10 Inspecteur ou Inspectrice

(*) Application de l'article 2, §2 du statut »

CHAPITRE III. — *Dispositions dérogatoires à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 40. Pour les agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, dans le tableau repris à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots « Secrétaire général » et « 170/1 » sont supprimés et les mots « 161/1 » en face du grade d'Administrateur général doivent se lire « 170/1 ».

Art. 41. A l'article 30bis du même arrêté, les mots « le Gouvernement » doivent se lire « Le Conseil WBE ou l'instance ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué par le Conseil WBE »

Art. 42. A l'article 30ter du même arrêté, les mots « le Gouvernement » doivent se lire « le Conseil WBE ».

Art. 43. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41705]

22 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 72;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijke statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 15 maart 2019;

Gelet op de "gendertest", op 5 maart 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 511 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 29 maart 2019;

Gelet op het advies 65.862/2 van de Raad van State, op 2 mei 2019 uitgebracht met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "bijzonder decreet" verstaan: het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van de in artikel 2 van het bijzonder decreet bedoelde autonome overheidsinstantie, hierna "WBE".

Art. 2. Behoudens de afwijkingen waarin dit besluit voorziet, zijn het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijke statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van toepassing op WBE-ambtenaren.

De bepalingen die de bepalingen van de in het vorige lid bedoelde besluiten wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege van toepassing op de in artikel 1, tweede lid, bedoelde ambtenaren, tenzij zij uitwerkingen hebben op de bepalingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van de in dit besluit bedoelde afwijkingsmaatregelen.

Voor de toepassing op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, lid 2, van de besluiten bedoeld bij het eerste lid, worden de woorden "ambtenaar van de Diensten van de Regering" en "ambtenaren van de Diensten van de Regering" vervangen door de woorden "WBE-ambtenaar" en "WBE-ambtenaren".

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen die afwijken van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 3. Voor de in artikel 1, lid 2, bedoelde ambtenaren wordt artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap als volgt gelezen:

"Artikel 1. De hoedanigheid van WBE-ambtenaar is erkend voor elk lid van het personeel dat daar in vaste dienst is. ».

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde decreet moet als volgt worden gelezen:

"Artikel 2. § 1. Elk personeelslid wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel in bijlage 1 bij dit besluit, die hem in een rang en categorie plaatst en machtigt hem ertoe een van de in het kader van WBE vastgestelde ambten te bekleden en die overeenkomt met die graad.

§ 2. De graden worden in rangen verdeeld, waarvan het aantal voor elk niveau als volgt is bepaald:

1. op niveau 1: zes rangen, met de nummers 10 tot 12, 15, 16 en 17;
2. op niveau 2+: drie rangen, met de nummers 25 tot 27;
3. op niveau 2: drie rangen, met de nummers 20 tot 22;
4. op niveau 3: drie rangen, met de nummers 30 tot 32.

In elk niveau zijn de rangen genummerd in volgorde van hun hiërarchische belang, waarbij het grootste aantal overeenkomt met de hoogste rang.

Met uitzondering van de vaste loopbaan en de toegang tot het in de artikelen 44 tot 45 bedoelde niveau, worden de bevorderingsgraden tot en met rang 15 verdeeld in omkaderingsgraden en deskundigengraden.

Tenzij anders is bepaald, worden de bevoegdheden inzake toewijzing en delegatie toegekend aan de ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 12 met toepassing van dit besluit, uitsluitend uitgeoefend door ambtenaren die in een omkaderingsgraad van rang 12 zijn ingedeeld.

In afwijking van het voorgaande lid oefent de ambtenaar die houder is van een omkaderingsgraad van rang 11 de bevoegdheden uit die bij artikel 5 van dit statuut en op het gebied van tucht-, proeftijd- en beoordelingsaangelegenheden zijn toegekend aan de ambtenaren die houder zijn van een rang 12, maar mag hij niet de in artikel 88, tweede alinea, bedoelde beoordelaar zijn.

§ 3. 1° Niveau 1 is onderverdeeld in vier categorieën:

- ambtenaren-generaal;
- administratief personeel;
- inspectiepersoneel;
- gespecialiseerd personeel.

2° Niveau 2+ is onderverdeeld in twee categorieën:

- administratief personeel;
- gespecialiseerd personeel;

3° Niveaus 2 en 3 zijn onderverdeeld in drie categorieën:

- administratief personeel;
- technisch personeel;
- gespecialiseerd personeel.

§ 4. De WBE-raad bepaalt de voorwaarden voor de toegang tot elk van de in § 3 genoemde categorieën."

Art. 5. Artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"De ambtenaren-generaal, met uitzondering van de ambtenaren die een ambt van adjunct-directeur-generaal, bedoeld in artikel 8, § 4, uitoefenen, worden op tijdelijke basis benoemd overeenkomstig de bepalingen van het bijzonder decreet en de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2019 betreffende het mandatenstelsel voor de ambtenaren-generaal in WBE.

De ambtenaren van andere categorieën worden benoemd door de WBE-raad of door de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd. ».

Art. 6. Artikel 4 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"Artikel 4. Elke wijziging of regelgevende uitvoeringsmaatregel van dit statuut is onderworpen aan het advies van de WBE-raad van de en zal het voorwerp uitmaken van een verslag aan de Regering dat tegelijk met de volgorde waarop het betrekking heeft, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De WBE-raad heeft 60 kalenderdagen na ontvangst van het verzoek om advies uit te brengen. Na afloop van deze termijn wordt het advies als gunstig beschouwd.

In bijzonder dringende gevallen kan de regering deze termijn verlengen tot 10 werkdagen. Na afloop van deze termijn wordt het advies als gunstig beschouwd. ».

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 6. De categorie van ambtenaren-generaal bestaat uit ambtenaren die in de rangen 17, 16 en 15 een ambt bekleden.

Art. 8. De artikelen 7 en 8, § 1 tot 3, van hetzelfde besluit zijn niet van toepassing.

Art. 9. Artikel 8, § 4, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“§ 4. De deskundige adjunct-directeurs-generaal staan een hogere-rang ambtenaar bij in de uitoefening van zijn opdrachten.

Art. 10. Artikel 11 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 11. Binnen WBE is er een Directiecomité dat bestaat uit de administrateur-generaal en directeurs-generaal.

Het wordt voorgezeten door de administrateur-generaal. In geval van afwezigheid of verhindering wordt het voorgezeten door de directeur-generaal benoemd door de administrateur-generaal. Indien dit niet mogelijk is, wordt het directiecomité voorgezeten overeenkomstig de beschikkingen getroffen door de WBE-raad.

Elk individueel besluit van het uitvoerend comité ten aanzien van een ambtenaar wordt bij geheime stemming genomen.

Het Directiecomité staat de administrateur-generaal bij voor de coördinatie van de uitvoering van de beheersovereenkomst en in de uitvoering van de beslissingen van de WBE-raad.

Het kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen en voorstellen doen aan de WBE-raad over elk onderwerp dat verband houdt met dit statuut en met kwesties die door de WBE worden behandeld. ».

Art. 11. Artikel 12 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 12. Artikel 13, lid 2, punten 1° en 2°, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“1° mandaten die namens de Regering of het Parlement of WBE in particuliere ondernemingen worden uitgeoefend;

2° mandaten of diensten waarvoor de ambtenaar, op advies van het Directiecomité, de toestemming van de WBE-raad of door de instantie of door de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd, heeft verkregen”.

Art. 13. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit, is het woord “conform” niet van toepassing en moeten de woorden “de Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd” als volgt gelezen worden: “de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd”.

De leden 2 en 3 van hetzelfde artikel moeten als volgt worden gelezen:

“De weigering om activiteiten te combineren op grond van een andere onverenigbaarheid of omstandigheid dan die welke in de punten 2 en 3 van het vorige lid zijn bedoeld, alsmede de weigering om activiteiten te combineren die verband houden met een mandaat dat namens een andere overheidsinstantie in particuliere ondernemingen wordt uitgeoefend, worden op advies van het Directiecomité besloten door de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd.

Een beslissing van de WBE-raad, de Regering of het Parlement om een WBE-ambtenaar een mandaat als bedoeld in artikel 13, tweede lid, 1°, toe te vertrouwen, houdt van rechtswege machtiging in om te cumuleren voor de uitoefening van dat mandaat. ».

Art. 14. Artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“De WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie de WBE-raad deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau definitief vacant verklaren die geen titularis heeft of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de komende twaalf maanden definitief ongeschikt zal worden verklaard met het oog op een bekleding door aanwerving. ».

Art. 15. Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“De stagiair ressorteert tijdens zijn stage onder het lid van het Directiecomité dat verantwoordelijk is voor de afdeling waar de stagiair werkzaam is. ».

Art. 16. Artikel 24, eerste lid, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

“De ambtenaar-generaal belast met het personeelsbeheer is verantwoordelijk voor de uitvoering van de stageprogramma's.».

Art. 17. In artikel 28 worden de woorden “in het kader van de Regeringsdiensten” vervangen door “in het kader van de WBE-diensten”. »

Art. 18. In artikel 29, tweede lid, van hetzelfde besluit moet het volgende worden gelezen:

“Indien de toelating tot de stage verstraft wordt omdat een onderzoek nodig is om te beoordelen of het gedrag van de stagiair onberispelijk is en indien de stagiair wordt ingehaald door een of meer geslaagde kandidaten van hetzelfde vergelijkend examen, die na hem is (zijn) gerangschikt, wordt hij echter gerangschikt vanaf de datum waarop die succesvolle kandidaat of de hoogst gerangschikte van die succesvolle kandidaten met de stage begon.”.

Art. 19. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden “in de handen van de Regering of de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie de Regering deze bevoegdheid heeft gedelegeerd” gelezen als “in de handen van de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd. ».

Art. 20. In artikel 36, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “De Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid is gedelegeerd” vervangen door de woorden “De WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd”.

Art. 21. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de woorden "De Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid is gedelegeerd" vervangen door de woorden "De WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd".

Art. 22. In artikel 38, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet wordt "de Regering" vervangen door "de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd".

In § 2, lid 4, van hetzelfde artikel worden de woorden "Directieraad" gelezen als "Directiecomité" en "Regering" als "de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd".

Art. 23. Artikel 39, tweede lid, van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

In lid 4 van hetzelfde artikel zijn de woorden "of van de directieraad" niet van toepassing.

Art. 24. In artikel 40, lid 2, van hetzelfde besluit zijn de woorden "de Directieraad in het geval bedoeld in artikel 39, lid 2" niet van toepassing.

In lid 3 van hetzelfde artikel zijn de woorden "of van de directieraad" niet van toepassing.

Art. 25. Artikel 40/1, van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"De andere deskundigengraden dan de graad van deskundige adjunct-directeur-generaal worden toegekend op basis van een vacature in de graad binnen de perken van een door de Regering te bepalen aantal graden".

Art. 26. In artikel 40/2 van hetzelfde besluit worden de woorden "De Regering, de Minister of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid is gedelegeerd" vervangen door de woorden "De WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd".

Art. 27. In artikel 49, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 8, §3, 2°" vervangen door "artikel 8, §3".

Art. 28. In artikel 69, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit moeten de woorden "in het kader van zijn ambt" worden gelezen als "in het kader van WBE".

Art. 29. In artikel 69bis, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar van de instelling van openbaar nut of de Voorzitter van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" vervangen door "de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd".

In lid 2 van hetzelfde artikel moeten de woorden "door de Regering" worden gelezen als "door de WBE-raad".

Art. 30. Artikel 71 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"Er wordt een organogram van de WBE-diensten bekendgemaakt, waarin de WBE-structuur wordt uiteengezet en worden de verantwoordelijken geïdentificeerd.

Bij elke wijziging van de structuur van de WBE-diensten geschiedt een nieuwe bekendmaking. ».

Art. 31. Het opschrift van Hoofdstuk III van titel X van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"HOOFDSTUK III. — *De evaluatie van de deskundige adjunct-directeuren-generaal*

Art. 32. Artikel 96 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"Artikel 96. De WBE-raad oefent de bij de artikelen 87, 88 en 90 aan de hiërarchische meerderen toebedeelde rol uit ten opzichte van de deskundige adjunct-directeuren-generaal van WBE".

Art. 33. Artikel 97 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"Artikel 97. De raad van beroep van de in artikel 118 bedoelde ambtenaren-generaal is bevoegd om beroepen te onderzoeken die worden ingesteld in het kader van de procedure voor de beoordeling van deskundige adjunct-directeuren-generaal. De beslissing om de evaluatie toe te kennen wordt genomen door de WBE-raad."

Art. 34. In artikel 102 van hetzelfde besluit moeten de woorden "de Regering" worden gelezen als "de WBE-raad of de instantie waaraan hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd".

Art. 35. Artikel 106 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"Artikel 106. 1. Er wordt een raad van beroep van WBE ingesteld, die bevoegd is voor het WBE-personeel, met uitzondering van de ambtenaren-generaal. ».

Art. 36. In artikel 107, §1, van hetzelfde besluit wordt "van de Regeringsdiensten" vervangen door "van WBE".

§ 4 van hetzelfde artikel moet als volgt worden gelezen:

"§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van beroep, die bevoegd is voor de ambtenaren van de Regeringsdiensten, vervullen binnen de in artikel 106 bedoelde raad van beroep dezelfde ambten.

In hetzelfde artikel moet § 5 als volgt worden gelezen:

"De helft van de assessoren en plaatsvervangende assessoren wordt benoemd door de representatieve vakbondsorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het onderhandelingscomité voor sector XVII, op basis van één beoordelaar en twee plaatsvervangende beoordelaars per vakbondsorganisatie. De andere helft wordt benoemd door de Regering.

De assessoren worden gekozen uit medewerkers van WBE die minstens 35 jaar oud zijn en vijf jaar in dienst zijn. Als er geen ambtenaar is die aan deze voorwaarde voldoet, kan van deze voorwaarde worden afgeweken. Zij mogen niet het voorwerp uitmaken van een ongunstige of gereserveerde evaluatievermelding. ».

Art. 37. Artikel 119 van hetzelfde besluit is niet van toepassing.

Art. 38. Artikel 120 van hetzelfde besluit moet als volgt worden gelezen:

"Artikel 120. §1. De betrekkingen van het WBE-kader zijn geglobaliseerd, althans op het niveau van de Algemene Diensten van WBE.

De deskundigengraden, met uitzondering van de graad van deskundige adjunct-directeur-generaal, worden niet in het kader opgenomen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraden 15% van het aantal personen dat een ambt bekleedt dat toegang geeft tot de deskundigenloopbaan, met inbegrip van, voor niveau 1, tussen 9 en 11% van de deskundigengraden van de eerste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 en 10% van de deskundigengraden van de eerste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Op voorstel van de WBE-raad kan de Regering een hogere programmeringsnorm vaststellen.

Bij het vertrek van de houder, worden de deskundigenraden geacht definitief zonder houder te zijn, mits hun voortbestaan niet tot overschrijding van de overeenkomstig het voorgaande lid vastgestelde programmeringsnorm leidt.

Houders van betrekkingen van het kader met een van deze deskundigengraden worden, voor betrekkingen van het kader en de regels inzake mobiliteit tussen deze betrekkingen, geacht houder te zijn van de graad die overeenkomt met het ambt in het kader waarin zij zijn aangesteld. Houders van een deskundigengraad van een hoger niveau kunnen echter worden aangesteld in een vacante aanwervingsbetrekking van dat niveau.

Art. 39. Voor de in artikel 1, tweede lid, van bijlage I bij hetzelfde besluit bedoelde ambtenaren wordt littera "A. Ambtenaren-generaal" vervangen door de volgende littera:

« A. Ambtenaren-generaal:

17. Administrateur-generaal.

16. Directeur-generaal.

15. Adjunct-directeur-generaal.

15 Deskundige adjunct-directeur-generaal".

Littera "B. Ambtenaren van andere categorieën" wordt vervangen door de volgende littera:

12 Directeur

11 Adjunct-directeur (*)

12 Adviseur

11 Adjunct-adviseur

11 Eerstaanwezend attaché

11 Eerstaanwezend inspecteur

10 Attaché

10 Inspecteur

(*) Toepassing van artikel 2, § 2, van het statuut.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen die afwijken van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.*

Art. 40. Voor de ambtenaren bedoeld in artikel 1, lid 2, in de tabel opgenomen in artikel 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden "Secretaris-generaal" en "170/1" geschrapt en de woorden "161/1" tegenover de graad van administrateur-generaal gelezen als "170/1".

Art. 41. In artikel 30 bis van hetzelfde besluit worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de WBE-raad of de instantie of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid door de WBE-raad is gedelegeerd".

Art. 42. In artikel 30ter van hetzelfde besluit moet "de Regering" worden gelezen als "de WBE-raad".

Art. 43. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 2019.

De minister-president, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41708]

5 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 12 juin 2008 relatif à la planification de l'offre médicale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, les articles 91 et 92;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 2008 relatif à la planification de l'offre médicale, l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mars 2019;

Vu le décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française, l'article 4;

Vu le « test genre » du 26 juillet 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, l'article 12;